



Les élections étasuniennes de 2020: Zuckerberg, Rockefeller, Google et la privatisation de l'intégrité des élections.

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2022

williamengdahl.com 9 juin 2022

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Économie](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Par la tromperie et en capitalisant sur les failles de la loi américaine pour des entités à but non lucratif, les intérêts des entreprises et des fondations privées ont déversé et déversent encore de vastes sommes d'argent pour corrompre le processus électoral américain dans l'intérêt d'un agenda vert dystopique et pire encore. Il s'agit d'un réseau complexe d'intérêts comprenant le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, Google, les fonds Rockefeller. Il est évident que tout cela est orchestré secrètement par les agences de renseignement américaines pour imposer aux États-Unis un programme économique et social destructeur lié à la Grande Réinitialisation de Davos et à l'Agenda 2030 de l'ONU.

On découvre de plus en plus de preuves du détournement du cœur du système électoral américain, non seulement pour les élections américaines de 2020, mais aussi pour le financement privé de l'infrastructure même des bureaux de vote locaux et des procédures électorales, dont le vote par correspondance et les dépenses des bureaux électoraux des villes et des comtés. Les possibilités d'abus sont énormes, car le processus n'est pas transparent. Au cœur de cette affaire se trouve un « organisme à but non lucratif » peu connu, connu sous le nom étrange de Center for Tech and Civic Life ou CTCL. La créatrice présumée du CTCL et actuelle directrice est une ancienne boursière de la Fondation Obama, Tiana Epps-Johnson. Un examen approfondi de ses bailleurs de fonds et des opérations du CTCL suggère qu'elle a simplement été choisie comme un véhicule pratique par des fondations très puissantes et des entreprises Big Tech pour transformer la structure même et le contrôle du processus électoral américain.

Le Centre pour la Technologie et la Vie civique

Epps-Johnson a fondé le CTCL en 2012, alors qu'elle était dans la vingtaine. En 2019, elle était dans la cour des grands lorsque Mark Zuckerberg, de Facebook, et sa femme Priscilla Chan ont fait à CTCL plusieurs dons totalisant plus de 419 millions de dollars pour influencer les élections américaines de 2020. La façon dont cela a été fait est une étude sur la manipulation sophistiquée et manifestement illégale des élections.

Staline a dit un jour : « Ceux qui votent ne décident de rien. Ceux qui comptent le vote décident de tout ». Aujourd'hui, il pourrait ajouter : « Qui contrôle les boîtes de dépôt de bulletins de vote contrôle aussi le vote ». C'est l'objectif de Zuckerberg et du CTCL.

Dans le système politique américain, chaque État est responsable de la conduite des lois électorales. À l'approche des élections de 2020, à la suite d'irrégularités dans les élections de mi-mandat du Congrès de 2018 où les démocrates ont pris la majorité dans les deux chambres, les républicains ont commencé à pointer du doigt une démarche d'États radicaux démocrates comme la Californie, New York, l'Illinois ou le Michigan pour ouvrir les vannes à des fraudes potentielles en n'exigeant pas de photo d'identité des électeurs, ni même de restrictions standard sur le vote par correspondance comme le cachet de la poste ou la signature. Actuellement, aucune preuve d'identité avec photo n'est exigée pour voter dans 15 États, dont les plus peuplés, à savoir la Californie, l'Illinois, New York, la Pennsylvanie, l'Arizona et le Minnesota.

Suivez l'argent

Lors de l'élection américaine cruciale de novembre 2020, le CTLC a joué un rôle sans précédent, très sophistiqué et clairement très corrompu pour influencer le résultat en faveur des candidats démocrates, notamment Joe Biden à la présidence. C'était grâce à des dons d'un montant total de 419 millions de dollars, soit près d'un demi-milliard de dollars, provenant du fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, et de son épouse, par l'intermédiaire de leur [fondation exonérée d'impôts](#) de 86 milliards de dollars. Le point crucial était de savoir comment et où l'argent était distribué.

Selon le site web du CTLC, ils ont ouvert des candidatures à toute commission électorale locale demandant des fonds, prétendument sur une base non partisane. L'argent a été versé directement et les législatures des États ou le gouvernement n'ont eu aucun contrôle dessus, contrairement à ce qui est écrit dans la Constitution américaine. Les subventions ou les fonds gratuits étaient officiellement destinés à « soutenir l'administration sûre des élections publiques pendant la pandémie de COVID-19 ». C'est ici que ça devient intéressant.

Les États où les confinements et les mesures sociales dus au Covid étaient les plus sévères étaient précisément les États clés dirigés par les démocrates qui ne demandaient pas d'identification des électeurs et imposaient un vote massif par correspondance « en raison des restrictions covid » comme indiqué ci-dessus, comme la Californie, l'Illinois, la Pennsylvanie ou New York. Le CTCL a annoncé des subventions pour soutenir un vote par correspondance sans précédent, et notamment des boîtes de dépôt spéciales dans des endroits clés pour faciliter le vote par correspondance, ainsi que la fraude électorale. L'argent des subventions pourrait financer de vastes réseaux de boîtes de dépôt dans des quartiers démocrates clés comme Philadelphie, où les machines corrompues du parti démocrate sont sous contrôle. L'argent pourrait également être dépensé dans les circonscriptions électorales locales pour « éduquer » les observateurs des bureaux de vote ou « former » les agents électoraux. Comment cela pourrait-il mal tourner ?

Selon la loi, les organisations exonérées d'impôts sont tenues de déposer des déclarations de dépenses détaillées auprès du service des impôts. Le formulaire fiscal du CTCLC pour l'année électorale cruciale de 2020 a été déposé le 22 janvier 2022. Pour la première fois depuis les élections de novembre 2020, il donne une image détaillée de ce que les énormes dons de Zuckerberg au CTCL ont acheté. En surface, il apparaît que des subventions ont bien été accordées à des commissions électorales qui en faisaient la demande, qu'il s'agisse d'un district démocratique ou républicain connu. Cependant, une répartition détaillée par ville ou par comté montre la supercherie. Dans de nombreux États, des subventions minimales de 5000 \$ ont été accordées. Beaucoup d'entre elles sont allées à des zones

républicaines connues. Pas assez pour faire quoi que ce soit de significatif. Mais cela a permis au CTLC de prétendre à l'impartialité.

Mais dans les villes ou comtés démocratiques les plus notoirement corrompus, l'histoire était très différente. Par exemple, dans le comté très peuplé de Dallas, au Texas, où 65% des électeurs votent démocrate, la commission électorale du comté a reçu de Tiana Epps-Johnson la somme de 15 130 433 dollars à dépenser comme bon lui semble. Aucun détail n'est requis. Le comté voisin de Tarrant, où se trouve Fort Worth, et qui est à 49% démocrate, a reçu 1 678 523 dollars, et le comté de Harris, où se trouve Houston, et qui est à 56% démocrate, a reçu la généreuse somme de 9 663 446 dollars. Laredo Texas, une petite ville à la frontière mexicaine, a [reçu](#) la somme juteuse de 2 435 169 \$.

En Pennsylvanie, gouvernée par les démocrates, où d'importantes contestations judiciaires de fraudes électorales démocrates ont eu lieu à Philadelphie et à Pittsburg, l'organisation à but non lucratif CTLC de Tiana Epps-Johnson a donné 2 052 251 \$ au comté d'Allegheny (Pittsburg) et un généreux 10 016 070 \$ à Philadelphie, la « ville de l'amour fraternel ». Ces 10 millions de dollars ont été accordés alors même que l'ancien juge des élections de Philadelphie a été condamné pour son rôle dans l'acceptation de pots-de-vin pour l'émission de bulletins de vote frauduleux et la certification de faux résultats de vote lors des élections primaires de 2014, 2015 et 2016 à Philadelphie. Gardez à l'esprit que ni le CTLC, ni Zuckerberg, ni aucun gouvernement, n'ont [exigé](#) de rendre des comptes sur leur générosité.

Le conseil électoral de la ville de New York, sous la direction du maire démocrate Bill De Blasio (né Warren Wilhelm Jr), notoirement corrompu à l'époque, a reçu une contribution du CTLC de 19 294 627 dollars. Dans le Michigan, gouverné par les démocrates, les fonctionnaires électoraux de Détroit, notoirement corrompus, ont reçu 7 436 450 \$ pour organiser le vote comme ils l'entendaient. Au total, dans l'État du Michigan, où d'importantes fraudes électorales en 2020 ont été revendiquées et même documentées avant que des juges corrompus ne rejettent les preuves, le CTLC a donné un montant estimé à 24 millions de dollars à quelque 420 villes et commissions électorales de comté. Dans l'Illinois démocrate, la ville de Chicago, notoirement corrompue et siège de CTLC, a [reçu](#) 2 269 663 \$.

Dans l'État très disputé de Géorgie, où tant les républicains que les démocrates ont été accusés de fraude et ont refusé d'engager des poursuites judiciaires, des dizaines de millions de dollars ont été versés par le CTLC à des régions démocrates clés telles que le comté de Dekalb (83% de démocrates), qui a reçu 9 625 041 dollars. Le comté de Fulton (Atlanta) qui a reçu quelque 10,7 millions de dollars. Le comté de Gwinnett (Atlanta) a reçu 6,4 millions de dollars sur un total de 40 millions de dollars pour la Géorgie en 2020 ! Biden a « gagné » l'État pivot par seulement 0,2% de pourcentage. Un secrétaire d'État républicain corrompu a refusé de contester le résultat malgré de nombreuses preuves de fraude. Un autre « Swing State » très contesté en 2020, l'Arizona, a également reçu des millions du CTLC pour des comtés clés, notamment le comté de Maricopa, qui a reçu 1 840 345 dollars. Et la Californie, dirigée par les démocrates, a reçu quelque 18 millions de dollars dans un État qui ne demande [pas d'identification des électeurs](#).

Tiana et le CTLC « non partisans »

Qu'est-ce que le Center for Tech and Civic Life, dont le site web prétend « travailler à la promotion d'une démocratie plus informée et engagée, et aider à moderniser les élections américaines » ? Sur son propre site web, Tiana Epps-Johnson affirme modestement qu'elle

effectue « un travail révolutionnaire pour rendre les élections américaines plus inclusives et plus sûres ». Bizarrement, elle se qualifie de « [technologue civique](#) », quoi que cela veuille dire. Ne tenez pas compte du fait que les élections les plus sûres aujourd'hui sont celles qui se déroulent en personne, avec des bulletins de vote en papier dont l'identité est vérifiée, et non pas les machines à voter informatiques accessibles par Internet ou les bulletins de vote par correspondance ou le vote électronique, qui sont interdits dans la plupart des pays développés. Les boîtes de dépôt de bulletins en plein air facilitent la fraude électorale. C'est la clé de la stratégie du CTCL de Zuckerberg.

Tiana se présente comme la fondatrice et la directrice exécutive du CTCL. Sa biographie sur Wikipédia ressemble à celle d'un fantôme typique, sans données personnelles telles que la famille ou la naissance. Ses antécédents déclarés commencent par un premier cycle à Stanford, où elle aurait obtenu une licence. Voici un extrait de son site Web, où elle parle d'elle-même à la troisième personne : « Avant de travailler pour le CTCL, elle a été directrice de l'administration électorale du New Organizing Institute de 2012 à 2015. Auparavant, elle a travaillé sur le projet du droit de vote pour le Lawyers' Committee for Civil Rights. Tiana... a été sélectionnée pour rejoindre les cohortes inaugurales de boursiers de la Fondation Obama (2018) et de boursiers du Harvard Ash Center Technology and Democracy (2015). Tiana a [obtenu un master](#) en politique et communication de la London School of Economics et une licence en sciences politiques de l'université de Stanford ». C'est tout, c'est tout ce que le monde sait de son parcours. Pourtant, on lui confie la tâche de distribuer près d'un demi-milliard de dollars pour influencer les élections américaines de 2020 ? Ses liens avec Obama sont si étroits qu'elle a présenté l'ancien président démocrate en avril 2022 à un public d'étudiants de Stanford pour un discours sur la « désinformation », domaine dans lequel Obama est clairement un expert de classe mondiale.

Les choses deviennent plus claires lorsque l'on examine les financeurs de cette association à but non lucratif autrefois obscure. Outre le Facebook de Zuckerberg (méta), le site web du CTCL mentionne notamment Google, le Rockefeller Brothers Fund, le Democracy Fund du fondateur milliardaire d'eBay Pierre Omidyar et la Knight Foundation. Il est clair que Tiana, la mystérieuse jeune « technologue civique », évolue dans des cercles très influents.

Les censeurs de Google-YouTube

En mai 2022, le journaliste Dinesh D'Souza a publié un documentaire détaillant des images vidéo de vidéosurveillance réelles de fraude aux urnes dans des États clés pour les élections de 2020. Le documentaire s'intitule « 2000 Mules », en référence aux quelque 2000 fraudeurs rémunérés qui ont été filmés par les caméras de surveillance. On les voit livrer illégalement des votes multiples dans des urnes spéciales situées dans des villes clés comme Philadelphie, des urnes payées par les largesses électorales du CTCL de Zuckerberg. Sans les boîtes de dépôt temporaires pour les élections spéciales, prétendument destinées à accueillir l'énorme augmentation des votes par correspondance en 2020 en raison du « covid », le bourrage des urnes dans les États clés n'aurait pas été possible. Les « mules » auraient été payées 10 dollars par vote déposé, et des mules identifiées ont été filmées en train de conduire vers plusieurs boîtes de dépôt en pleine nuit, portant des gants pour éviter les traces d'empreintes digitales. La vidéo de D'Souza a été interdite sur YouTube, une société appartenant à Google, le même Google qui a également fait des dons au CTCL. Google entretient des liens étroits avec la CIA, tout comme la plupart des géants de la Silicon Valley, ainsi que, [semble-t-il](#), Zuckerberg. C'est une toile d'araignée d'ONG démocrates et de fondations exonérées d'impôts comme celle de Zuckerberg, qui ont privatisé de facto les élections américaines d'une manière secrète dont [Staline n'aurait pu](#)

[que rêver.](#)

Depuis 2020, quelque 14 États ont adopté des lois interdisant le financement privé des élections. Des projets de loi similaires ont été adoptés par le corps législatif dans cinq autres États, dont la Pennsylvanie, mais ont été bloqués par les gouverneurs démocrates.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[The 2020 U.S Elections: Zuckerberg, Rockefeller, Google and the Privatization of Election Integrity](#)

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [williamengdahl.com](#)
Copyright © [F. William Engdahl](#), [williamengdahl.com](#), 2022

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca